

**Point de presse de la porte-parole -
Birmanie/Déplacement de M.
Jean-Yves Le Drian - Union
européenne/Participation de Mme
Nathalie Loiseau au Conseil affaires
générales - Syrie/Armes chimiques -
Cambodge/Dissolution du principal
parti d'opposition -
Développement/Journée mondiale
des toilettes - Iran - Agendas du
ministre, de la ministre chargée des
affaires européennes et du
secrétaire d'Etat - du 20 au 26
novembre 2017 - Principaux
éléments publics
(Paris, 17 novembre 2017)**

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

1- Birmanie - Déplacement de M. Jean-Yves Le Drian (20 novembre)

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, se rendra le 20 novembre 2017 à la réunion ministérielle de l'ASEM (Dialogue Asie-Europe) à Nay Pyi Daw en Birmanie.

Lors de cette 13ème rencontre des ministres des affaires étrangères de l'ASEM, M. Le Drian soulignera l'importance de redynamiser ce forum interrégional, 20 ans après sa création. Les ministres évoqueront à cette occasion les crises régionales et réitéreront l'attachement commun de l'Europe et de l'Asie au multilatéralisme, y compris sur la question du climat qui sera au coeur des discussions.

La situation des Rohingyas, et plus particulièrement le retour des réfugiés, est un sujet de grave préoccupation pour la France. Le ministre insistera sur l'accès à l'aide humanitaire et la nécessité d'enquêtes indépendantes sur les accusations de violations des droits de l'Homme lors d'un entretien avec Mme Aung San Suu Kyi.

M. Le Drian réitérera le soutien de la France à la transition démocratique birmane menée par Mme Aung San Suu Kyi et qui est la seule voie pour permettre le retour de l'État de droit et contribuer à une paix durable sur l'ensemble du territoire.

2 - Union européenne - Participation de Mme Nathalie Loiseau au Conseil affaires générales (Bruxelles, 20 novembre 2017)

Mme Nathalie Loiseau, ministre en charge des affaires européennes, se rendra à Bruxelles lundi 20 novembre pour participer au conseil des ministres de l'Union européenne (affaires générales). Les principaux points à l'ordre du jour sont :

- La préparation du conseil européen des 14 et 15 décembre : la France continuera de promouvoir dans ses différentes dimensions une Europe qui protège mieux ses citoyens, notamment par le développement de l'Europe de la défense.
- La programmation législative pour 2018 : à la suite de l'adoption par la commission de son programme de travail, les États membres rappelleront leurs attentes en vue de la déclaration interinstitutionnelle qui sera adoptée en décembre pour fixer les priorités législatives de l'Union en 2018. Les axes de travail dégagés par la commission font largement écho aux priorités françaises pour l'avenir de l'Union européenne, en particulier au regard des six domaines clefs de la souveraineté européenne identifiés par le président de la République dans son discours de la Sorbonne : sécurité et défense, questions migratoires, politique étrangère, transition écologique, numérique, union économique et monétaire.

La ministre participera également à la session du conseil affaires générales consacrée à la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (ces sessions, dites «article 50», se tiennent à 27 membres). Les ministres y examineront l'état d'avancement des négociations avec le Royaume-Uni dans la perspective du conseil européen des 14 et 15 décembre.

En marge de cette réunion, se tiendra le vote relatif au transfert de l'agence européenne des médicaments (AEM) et de l'autorité bancaire européenne (ABE). Pour mémoire, en raison du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne, ces deux agences actuellement implantées à Londres devront être relocalisées selon une procédure spécifique décidée au niveau des chefs d'État ou de gouvernement. La France a présenté les candidatures de Lille pour l'agence européenne des médicaments et de Paris pour l'autorité bancaire européenne.

3 - Syrie - Armes chimiques

La France est déçue par le résultat du vote sur la reconduction du mandat du mécanisme d'enquête conjoint des Nations unies et de l'organisation pour l'interdiction des armes chimiques (JIM), créé en 2015 par décision unanime du Conseil de sécurité des Nations unies et à l'initiative des États-Unis et de la Russie. Nous regrettons le veto opposé par la Russie au projet de résolution équilibré et non confrontationnel qui avait été présenté. Il s'agit du 4ème veto de la Russie sur le dossier chimique syrien et du 10ème sur le dossier syrien dans cette enceinte.

Le JIM a fait ses preuves et a démontré son efficacité et son professionnalisme dans ses

méthodes d'enquête. La France tient à saluer à cet égard les compétences, l'impartialité constante et le comportement irréprochable du JIM depuis sa création ainsi que de son chef actuel, M. Edmond Mulet, et de son équipe. Son rapport du 26 octobre a conclu sans ambiguïté à la responsabilité du régime syrien dans l'attaque de Khan Cheïkhoun, qui a causé la mort de plus de 80 personnes le 4 avril, et à la responsabilité de Daech dans l'attaque de Oum Houch le 16 septembre 2016.

Ces conclusions s'ajoutent aux précédents rapports du JIM qui avaient établi en 2016 la responsabilité du régime syrien dans l'utilisation de gaz de chlore comme arme chimique dans au moins trois attaques en 2014 et 2015, mais aussi celle de Daech dans un cas d'emploi de gaz moutarde en 2015. Cela confirme les graves violations du régime syrien des engagements internationaux qu'il a pris en 2013.

Le JIM devrait pouvoir continuer à documenter les cas d'emploi d'armes chimiques quels qu'en soient les auteurs.

Défendre ce mécanisme signifie pour la France préserver le régime de non-prolifération chimique et donc notre sécurité collective, sauvegarder les droits de l'Homme car les attaques aux armes chimiques constituent des crimes de guerre, et garantir la vérité car il n'y a aura pas de paix durable en Syrie dans l'impunité.

La France maintiendra son engagement sur ce dossier et continuera d'agir avec ses partenaires, à New York et à la Haye, pour lutter contre la prolifération chimique mais également l'impunité en Syrie et ailleurs.

Q - La Russie a mis son veto jeudi contre une résolution qui visait à renouveler le mandat de la commission d'enquête sur l'utilisation d'armes chimiques en Syrie. Que peuvent faire la France et ses alliés pour faire avancer ce dossier dans le contexte de cette opposition de la Russie?

R - Je vous renvoie à ma déclaration de ce jour.

4 - Cambodge - Dissolution du principal parti d'opposition (16 novembre 2017)

Le Parti du salut national (PSN) a été dissous le 16 novembre et 118 membres de ce parti ont été interdits d'exercer des fonctions politiques pendant cinq ans. Le PSN est le principal parti d'opposition cambodgien et avait obtenu près de la moitié des voix lors des élections législatives de 2013 et des élections locales de juin 2017.

Cette décision de la cour suprême cambodgienne remet en cause le processus démocratique engagé depuis la conclusion des accords de Paris en 1991. En l'absence du principal parti d'opposition, les élections législatives de 2018 ne pourront être considérées comme libres et démocratiques.

La France regrette cette nouvelle dégradation du climat politique après l'arrestation de M. Kem Sokha, président du PSN, et la fermeture de plusieurs médias et ONG.

La France appelle les autorités cambodgiennes à s'inscrire de nouveau dans le cadre d'un processus démocratique et à permettre à l'opposition, aux médias et à la société civile de fonctionner sans entrave.

5 - Développement - Journée mondiale des toilettes (19 novembre 2017)

Dans le monde 2,4 milliards de personnes manquent d'installations sanitaires de base et 1,8 milliards utilisent une source d'eau contaminée par des matières fécales. Ces chiffres sont alarmants.

L'accès aux toilettes est au coeur du sixième objectif de développement durable sur l'eau et l'assainissement pour l'agenda 2030. Les efforts ont essentiellement porté sur l'accès à l'eau potable depuis dix ans mais il reste beaucoup à faire sur l'assainissement.

Le ministère de l'Europe et des affaires étrangères agit pour généraliser l'accès à une eau potable, salubre, propre, accessible et abordable et à l'assainissement pour tous : travaux pour renforcer la gouvernance mondiale de l'eau et mettre en oeuvre le droit à l'eau potable et à l'assainissement reconnu en 2010 par l'assemblée générale des Nations unies comme un droit fondamental.

Saisie par le ministère, l'agence française de développement a approuvé en 2016 1,2 milliards d'euros d'autorisations de financements dédiés au secteur de l'eau au bénéfice de pays étrangers et 52 millions à l'Outre-mer, soit une augmentation de 30% par rapport à 2015. Un tiers de ces engagements sont dédiés à l'assainissement. En parallèle, il y a plus de 260 projets de coopération décentralisée des collectivités territoriales françaises dédiés au secteur de l'eau et des déchets dans le monde.

6 - Iran

Q - Pour quelles raisons la visite de Jean-Yves Le Drian en Iran a-t-elle été repoussée?

R - Le ministre avait annoncé le 9 novembre sur Europe 1 qu'il se rendrait en Iran rapidement. Nous identifions à cet effet une date qui convienne à tous.

Q - Suite aux déclarations du ministre en Arabie Saoudite, l'Iran a accusé vendredi la France de «partialité» et affirmé que son approche aggravait les crises au Moyen-Orient. Quelle est votre réaction?

R - La France entretient un dialogue avec tous les pays qui exercent une influence sur les

crises au Moyen Orient. Son objectif est que s'engage une désescalade des violences afin que toutes les parties contribuent à des solutions politiques qui seules permettront le retour de la paix, de la sécurité et de la stabilité.

7 - Agendas du ministre, de la ministre chargée des affaires européennes et du secrétaire d'Etat
- du 20 au 26 novembre 2017 - Principaux éléments publics

M. Jean-Yves LE DRIAN

Lundi 20 novembre

Déplacement en Birmanie (dialogue Asie-Europe)

Mardi 21 novembre

9h - Entretien avec le président de la République, Élysée

13h - Déplacement à Marseille (agence des villes et territoires méditerranéens durables - AVITEM)

Après-midi - Déplacement à Reims (65e congrès de l'union des métiers et des industries de l'hôtellerie - UMIH)

Mercredi 22 novembre

9h - Conseil restreint de défense, Élysée

10h - Conseil des ministres, Élysée

15h - Questions au gouvernement, Assemblée nationale

Jeudi 23 novembre

9h - Comité technique ministériel d'automne, Paris

Vendredi 24 novembre - Dimanche 26 novembre

Déplacement en Chine

Mme Nathalie LOISEAU

Lundi 20 novembre

Conseil affaires générales, Bruxelles

Mardi 21 novembre

11h - Ouverture de la campagne d'hiver des Restos du coeur, Paris

15h - Questions au gouvernement, Assemblée nationale

18h - Cérémonie de remise de diplômes à la promotion du cycle international long de la promotion Louise Weiss de l'ENA, Quai d'Orsay

Mercredi 22 novembre

10h - Conseil des ministres, Élysée

15h - Questions au gouvernement, Assemblée nationale

Jeudi 23 novembre

8h15 - Petit-déjeuner avec les ambassadeurs de l'Union européenne, ambassade d'Estonie

13h30 - Déjeuner de travail avec Mme Helen McEntee, ministre irlandaise chargée des affaires européennes

15h - Questions d'actualité au gouvernement, Sénat

17h15 - Examen du prélèvement sur recettes au profit de l'Union européenne en séance publique, Sénat

Vendredi 24 novembre

Sommet du partenariat oriental, Bruxelles

M. Jean-Baptiste LEMOYNE

Lundi 20 novembre

9h30 - Conseil national de l'industrie, Bobigny

14h30 - Entretien avec Mme Marie-Béatrice Levaux, membre du conseil économique social et environnemental (CESE), rapporteure sur la Francophonie, Convention

Mardi 21 novembre

8h30 - Petit-déjeuner à la chambre de commerce américaine, Quai d'Orsay

15h - Questions au gouvernement, Assemblée nationale

16h30 - Débat sur l'avenir de l'Institut français, Sénat

Mercredi 22 novembre

9h30 - Audition sur le plan d'action du gouvernement sur le CETA par la commission des affaires étrangères, Assemblée nationale

12h - Déjeuner avec les maires du département de l'Yonne, Convention

15h - Questions au gouvernement, Assemblée nationale

17h30 - Commission internationale et export du MEDEF, Paris

Jeudi 23 novembre

10h30 - Entretien avec M. Serge Pilicer, président fondateur des «Entretiens de Vixouze», Convention

15h - Questions d'actualité au gouvernement, Sénat

17h - Entretien avec M. Kling, président de la chambre de commerce et d'industrie Paris Ile de France, Convention

18h30 - Entretien avec M. Jérôme Letier, directeur de l'agence nationale des titres sécurisés, Convention

Samedi 25 novembre - dimanche 26 novembre

34e Conférence ministérielle de la Francophonie, Paris./.